



Communiqué

Non à la criminalisation des mobilisations de lycéens et à l'usage de la violence.

Le mercredi 5 mai au matin, des lycéens exprimaient leur inquiétude quant aux modalités de passage des épreuves du Bac en juin, en manifestant dans les rues de Béziers. À cette mobilisation pacifique la police a opposé une réponse d'une violence démesurée.

Nous, sections académiques de la FSU et de ses syndicats SNES, SNUEP, SNEP, de la CGT Educ'Action, du SNFOLC-FO, de Sud Education, du SE-Unsa, du Sgen-CFDT, dénonçons la mise en garde à vue pendant 48 heures de 3 lycéens de Béziers et la mise en examen de l'un d'entre eux. Nous dénonçons le déploiement totalement disproportionné de forces de l'ordre tel qu'il a eu lieu mercredi 5 mai aux abords du lycée Henri IV : matraques et policiers casqués, flash-ball, gaz lacrymogène n'ont pas leur place lors d'une mobilisation lycéenne aux abords d'un établissement scolaire. En plus d'être totalement inefficace, un tel déploiement est source de provocation et d'escalade dangereuse. L'usage de la violence est pour nous totalement inacceptable mais semble être le seul message que sache envoyer ce gouvernement à ceux qui manifestent leur opposition à ses décisions.

À Sète aussi un élève et ses parents ont été convoqués par la police suite aux manifestations de mercredi.

L'inquiétude actuelle des élèves de classes de première et de terminale est entièrement légitime. Les propositions d'aménagements des épreuves de français (en 1^{ère}) et de philosophie qu'a présentées le Ministre de l'Éducation Nationale ne répondent en rien aux inquiétudes des élèves, de leurs enseignants et des parents d'élèves, et son obstination à maintenir le Grand Oral, nouvelle épreuve du Bac Blanc, est incompréhensible. À juste titre les élèves dénoncent leur manque de préparation aux épreuves et les profondes inégalités de traitement entre établissements scolaires exacerbées par les conditions de l'enseignement à distance et des différents confinements.

Les lycéens ont le droit de manifester pour dénoncer ces situations et l'absence de prise en compte de leurs revendications, sans se retrouver sous la menace d'un usage disproportionné des moyens de police !

Plus les épreuves du baccalauréat vont approcher plus les inquiétudes et les tensions vont s'accroître dans les lycées de l'académie. Il est de la responsabilité du gouvernement et des autorités académiques d'apporter au plus vite les réponses attendues par les élèves, les familles et l'ensemble de la communauté scolaire

La jeunesse, singulièrement délaissée par ce gouvernement, manifeste son mécontentement face à la situation particulièrement difficile qu'elle vit depuis des mois et contre les réformes du baccalauréat et des lycées. Elle **mérite de l'écoute et de la considération, pas de coups de bâton !**

Montpellier, le 10 mai 2021

Contact : Bertrand Humeau, pour la FSU : 06.87.01.96.75